

La manif pour tous du 24 Mars 2013 contre le mariage gay a rassemblé un million et demi de personnes sur l'axe entre Arc de Triomphe, Porte Maillot, Arche de la Défense plus Avenues Carnot, Foch et rues adjacentes. Témoignages :

Patrice André, juriste et magistrat :

« ... Nous sommes ici pour faire obstacle à une subversion de notre société et de notre civilisation. Nous venons avec notre âme. Nous savons que nous vivons un moment historique car, comme nos aînés qui ont tenté de s'opposer à la montée du nazisme et du marxisme, nous avons à dire non à un véritable danger. Soyons clairs, l'histoire, c'est nous qui la faisons aujourd'hui. On nous dit que l'ouverture du mariage aux personnes de même sexe, c'est le principe d'égalité; c'est le contraire. Le principe d'égalité, en droit international et dans tous les droits, c'est de donner la même chose aux personnes qui sont dans la même situation et de donner des choses différentes aux personnes qui sont dans des situations différentes. Quel titre a l'État pour s'occuper du mariage ? Aller dans les chambres à coucher, ouvrir la porte des alcôves et regarder ce qui s'y passe ? Le principe d'égalité n'a rien à faire dans cette affaire, au contraire ! C'est un abus de droit !

Pourquoi les promoteurs de la loi s'acharment-ils à ce sophisme ? parce que dans leur esprit, il s'agit de poser la première pierre de l'identité de genre, de l'identité des sexes, d'un édifice contre nature qui vise à imposer qu'un homme et une femme, c'est la même chose, et c'est pour cela qu'ils nous disent que c'est un problème d'égalité ! C'est cette théorie qui se cache derrière ce projet, c'est elle qui est en marche. Regardez l'actualité juridique de votre vie quotidienne. Le 18 décembre, on a supprimé la possibilité pour les femmes de payer des cotisations moins importantes d'assurance alors qu'elles ont un taux d'accidents moins élevé. Dans les années 2000, les femmes pouvaient partir à la retraite après 15 ans de travail... Cela a été remis en cause par la cours de justice européenne. Au nom de l'égalité ? Non, au nom de la théorie du genre. Et le 31 octobre 2012, un programme complet a été adopté par le premier ministre, disponible sur internet et consultable, que dit-il ? Que l'identité de genre doit être un axe prioritaire de toute l'action du gouvernement. Ecoutez bien car vous n'allez pas en croire vos oreilles : les inspecteurs du travail devront incorporer l'identité de genre à toute évaluation dans les entreprises. Il doit être mis au cœur de la charte des partenaires sociaux. Les infirmiers, les médecins devront être formés. Les maisons de retraite aussi...

Les transsexuels pourront changer d'état civil sans opération chirurgicale, juste par une déclaration. Je vous cite le texte de ce programme. » Et enfin, dès l'école maternelle et primaire, il faudra que des pédagogies soient mises en oeuvre (décision du 6 mars dernier) pour apprendre aux petites filles qu'elles sont peut-être des petits garçons (et vice versa) ». Le ministère de la culture devra valoriser l'histoire du mouvement LGBT par tous les moyens. Regardez le wiktionnaire, on vous y dit que l'identité de genre, c'est le sexe biologique, l'identité qu' »on s'accorde et l'orientation sexuelle... Ce qu'il faut comprendre c'est que l'idée est de subvertir toute possibilité de différenciation entre les sexes.

(Il cite des théoriciens du genre). Il n'y a plus deux sexes, il y en a cinq, à l'ONU ! La filiation, c'est désormais subjectif... Je termine pour vous dire que cette société que l'on nous présente, à terme, on dira aux femmes qui veulent avoir un enfant naturellement, c'est un caprice de votre part, une atteinte aux droits de l'homme. Vous devez procréer par GPA, GMA.

Nous accusons une minorité, LGBT, de manipuler les leviers de pouvoir dont elle s'est emparée, des hommes politiques trop crédules, de profiter de subsides, de trahison de l'humanité purement et simplement, et aujourd'hui, nous sommes devant le tribunal de la nature, de la raison, de la bonté, de l'amour, car c'est de l'union d'une femme et d'un homme que naît tout, et cela on ne nous l'enlèvera pas. »

Anne-Marie Le Pourhiet, juriste, professeur de droit à l'université de Rennes :

« Il y a énormément de choses à dire en droit contre la loi Taubira. Je vais vous dire juste trois choses. Mon amphithéâtre aujourd'hui est très très bien rempli. La loi ne peut pas tout faire. Elle est contrainte par les impératifs de la connaissance et de la loi naturelle. Un cheval n'est pas un bœuf. Un homme n'est pas une femme et donc, on ne peut pas marier deux hommes et deux femmes. Ce projet dénature le mariage, c'est un mensonge d'état. Deuxième chose : dans toutes les décisions de la famille, la convention de l'ONU sur les droits de l'enfant, impose de prendre en compte avant tout, l'enfant. Il a le droit de connaître son origine et d'être élevé en priorité par ses parents. La loi va créer des individus sans généalogie qu'on va mutiler par la volonté d'autrui. Troisième conséquence : les droits de l'homme garantis par notre constitution sont fondés par la dignité de la personne humaine ; elle interdit le trafic et la marchandisation du corps. Mme Taubira a laissé son nom à une loi qui faisait de l'esclavage un crime contre l'humanité ; il ne faut pas qu'elle laisse son nom à une autre loi qui ouvre la portes à des crimes contre l'humanité. Pour ces raisons nous refusons une loi qui tourne le dos à l'humanisme, qui refuse au peuple souverain le dernier mot, que la démocratie impose. »

Marie, adoptée à l'âge de 11 mois :

« Chers tous, chère France, c'est un honneur de venir témoigner devant vous de la beauté de l'adoption. J'ai 29 ans, je suis d'origine éthiopienne et j'ai été adoptée, j'ai eu la chance d'avoir une maman enceinte de 8 mois, qui a fait des kms à pieds pour que je puisse naître dans un pays sans guerre. Au bout de six mois, ne pouvant plus me donner le minimum vital, elle est allée voir la police pour dire qu'elle ne pouvait plus s'occuper de moi. Elle m'a donné la chance d'avoir un papa et une maman. Son choix a du être déchirant et elle voulait que je vive mais elle avait une confiance totale en la France. J'ai eu la chance de retrouver la chaleur d'une famille. Ma situation d'enfant adopté, mon histoire, ne me donne ni droit ni devoir supplémentaire. Cela a été fondamental dans ma construction d'avoir un papa et une maman car chacun d'eux m'a apporté des choses différentes. j'avais

les bras de ma maman à qui je demandais Est ce que tu m'aimes. j'avais aussi les bras de mon papa, moi la petite fille née de père inconnue. J'ai réfléchi à deux conséquences de ce projet de loi ; les enfants seront mis dans des cases (suivant la manière dont ils auront été conçus). Demain, une femme comme ma mère aura t'elle la liberté de demander que son enfant soit adopté par un papa et une maman. Je suis fière d'avoir été accueillie par la France. Je suis libre parce que des adultes m'ont accueillie avec leurs bras grands ouverts. La France, terre de liberté, a été un pont entre l'Afrique de mes parents biologiques et la France de mes parents adoptifs. Comme chacun d'entre vous, je suis née d'un homme et d'une femme ; on est donc dans une situation égalitaire. »

Jean-Jacques Rateau, Président d'honneur de la Fédération PRG des Français de l'étranger :

« À l'étranger, nous sommes plus de deux millions de Français... Je suis radical de gauche, c'est à dire, laïc et républicain. L'aventure qui m'arrive actuellement mérite d'être racontée, car élu depuis plusieurs années, je suis actuellement menacé d'exclusion par une association dite de gauche, pour m'être opposé au projet de loi Taubira. Surtout, crime suprême, j'en ai informé par voie électronique, mes 70 000 électeurs de Belgique... Ce n'est pas un problème de droite ou de gauche. Ingénieur agronome, donc un peu biologiste, j'estime que ce projet va à l'encontre de la réalité biologique de l'espèce humaine, et qui plus est, pour satisfaire les désirs d'une infime minorité de Français, puisque les homosexuels ne l'approuvent pas tous, il menace le fondement national.

C'est surtout à l'encontre des enfants, qu'il me semble monstrueux et inacceptable car il déstabiliserait les enfants, et de proche en proche, tous les autres dans leur recherche de repères.

Notre position n'est pas homophobe bien entendu. Dans cette manifestation de centaines de milliers de citoyens, il n'y pas un seul slogan qui attaque les homosexuels... notre position n'est pas non plus de nature religieuse, en effet... toutes les convictions se retrouvent dans nos rangs. Il y a aussi beaucoup de Juifs, de Musulmans, d'agnostiques et d'athées qui marchent avec nous.

Notre position n'est pas non plus politique. Les médias ont réussi par le mensonge et la propagande à jeter le trouble sur notre action. C'est ainsi qu'ils ont partiellement réussi à convaincre les hommes de gauche de se tenir éloignés d'elle. Les menaces qu'ils ont proféré contre moi ... Nous sommes nombreux et peut-être majoritaires à gauche à soutenir certes l'action du Pt de la république, mais à s'opposer à cette loi qui va à l'encontre de l'ordre naturel des choses et qui ferait honte à la France si elle était adoptée. Cette manifestation est celle de la majorité du peuple de France. Nous demandons au président de la République, de respecter les foules qui depuis plusieurs mois se rassemblent et qui prouvent que son projet ne dispose pas d'une majorité en France. Nous lui demandons de rendre aux parlementaires leur liberté en les laissant voter à bulletin secret, selon leur conscience, et enfin, nous lui demandons d'organiser enfin un referendum pour permettre au peuple de se prononcer librement. Vive la République, vive la France. »

Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre :

« Partageons cette conviction que la France est inquiète, que la colère gronde parce que la crise économique et sociale est difficile à vivre pour beaucoup. Tout cela demande qu'on rassemble le pays, qu'on fasse l'unité contre le chômage mais qu'on ne divise pas sur la famille. »

David Goma, pasteur évangélique noir :

« Ici comme vous le voyez, il n'y a pas ni Blanc ni Noir ni Jaune ni rouge, il n'y a pas ni Catholique, ni Protestant, il n'y a pas ni Musulman, ni hétéro ni homo, il y a la France. La France qui veut rappeler qu'en démocratie, on ne dirige pas contre les aspirations du peuple. On nous a fait croire à coup de sondage que la France était d'accord avec la loi Taubira. Vous démontrez que ce n'est pas le cas. Nous sommes venus parce que le gouvernement et tous les promoteurs de la loi Taubira ont touché à quelque chose de fondamental. La vérité de la condition humaine, c'est qu'un enfant naît d'un homme et d'une femme, et ce n'est pas possible de changer ça à coup de progrès... Nous voulons que l'humanité reste sur sa base. On ne peut pas rejeter les lois naturelles sous prétexte que nous sommes une génération évoluée... Il n'est pas question de jeter la pierre à qui que ce soit mais on ne peut pas voter des lois à faire culpabiliser la majorité qui vit simplement sur les principes basiques de la filiation humaine... les lobbys ne peuvent pas se substituer aux aspirations du peuple français qui demande au gouvernement de retirer la loi Taubira. »

Hervé Mariton, député UMP de la Drôme :

« ... Nous ne capitulerons pas. Le Sénat, l'Assemblée, le Conseil Constitutionnel auront à se prononcer... À ceux qui disaient que notre démonstration ferait un flop, vous avez apporté le plus superbe des démentis... Nous ne lâcherons rien parce que ceux qui ont inspiré le projet Taubira méprisent les personnes homosexuelles, ils méprisent les couples quels qu'ils soient, ils méprisent la famille, les enfants. Leur vision du monde est matérialiste. Nous sommes convaincus que dans un monde tourmenté, plus que jamais la famille est l'avenir, la cellule de base de la société pendant que certains, avec ce projet et d'autres attaques économiques, fiscales, politiques, pendant qu'ils attaquent, nous voulons réunir... Demain nous devons nous mobiliser contre toutes les menaces à l'ordre du jour dans les semaines qui viennent. Il faudra des états généraux de la famille, nous les organiserons dans un seul esprit, d'optimisme, ... de rassemblement, d'unité...

Françoise Caron, présidente des Associations familiales protestantes :

« ... Oui, les familles protestantes se sont aussi mobilisées parce que la famille est le fondement de notre société. La loi Taubira est un véritable cheval de Troie qui est entré dans notre société. Nous avons conscience de toutes les conséquences qui en découlent. Nous ne pouvons nous taire. Cette loi, on n'en veut pas pour nos enfants, pour l'avenir de notre pays. Ma foi, les valeurs que je porte, le prix d'un être humain, le prix d'un enfant, vaut plus que tous les désirs personnels. Au nom de la liberté, on ne peut pas sacrifier l'avenir de nos enfants. On ne peut pas les amputer de ce qui est fondamental pour eux, la réalité

biologique naturelle qui fait qu'un enfant naît de la rencontre d'un homme et d'une femme. Si nous imaginons toutes les conséquences dans le temps, oui, nous devons nous mobiliser, avertir, nous imposer et résister. Il en va de l'avenir de notre pays. Oui, je crois, nous croyons qu'il y a de l'espérance pour chacun d'entre nous. Mr le Président, Mmes et Mrs les membres du gouvernement, ne laissez pas ce peuple errer. Il y a des valeurs, il y a des repères qu'on ne peut abattre sans conséquences dramatiques. Entendez-nous, entendez le peuple... »

Antoine Renard, président des Associations familiales catholiques :

« Ce n'est pas avec une loi votée par un Parlement sous contrainte qu'on peut modifier une institution... Aujourd'hui 75% des personnes vivant en couple sont mariées. Comment peut-on présumer de leur accord ? Parce que Taubira et d'autres, campés sur leurs certitudes, croient savoir ce que les autres doivent penser... On ne peut pas laisser faire. Il en va d'un délitement progressif mais inexorable de notre pacte républicain. Mr le Président de la République, les Français vous ont placé au sommet de l'Etat pour garantir et protéger nos institutions, pas seulement nos institutions politiques aujourd'hui perverties... Vous le pouvez, vous le devez. Le courage, c'était hier. La lucidité, c'est maintenant.